



PRÉFECTURE DE L'EURE

Arrêté préfectoral n°D1/B1/15/574 mettant en demeure la société SCP DIESBECQ-ZOLOTARENKO en tant que liquidateur judiciaire des Usines de Navarre (9 Rue Ducy 27000 EVREUX) de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de l'Eure,
chevalier de la Légion d'Honneur,
chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU :

- le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-3, L. 512-6-1 ;
- le décret du 31 juillet 2014 du Président de la République nommant monsieur René BIDAL, préfet de l'Eure ;
- l'arrêté préfectoral n°D3/B4-06-245 du 5 septembre 2006 prescrivant à l'encontre de la société SCP DIESBECQ-ZOLOTARENKO, en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société des Usines de Navarre à Evreux, les conditions de réhabilitation du site,
- le rapport de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) du 29 mai 2015 relatif à la visite d'inspection réalisée le 20 mai 2015,
- le courrier de l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) du 8 juin 2015 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection et l'informant de la proposition de mise en demeure concernant les irrégularités constatées, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ,

Considérant que lors de la visite du 20 mai 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté :

- que les travaux de démolition n'ont pas été réalisés dans la zone des Barres et qu'ils ne sont pas projetés,
- que les travaux de démolition ne sont pas terminés dans la zone de la Fonderie et qu'il n'est pas projeté de les finaliser,
- que les travaux de dépollution n'ont pas été mis en œuvre pour assainir les sols et sous-sols sur l'ensemble du site et qu'ils ne sont pas projetés.

Considérant l'absence d'évolution en matière de dépollution des sols et des sous-sols du dossier depuis l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2006 ;

Considérant que depuis la notification de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2006, un délai suffisant pour la réalisation de travaux de dépollution a été laissé au représentant de l'exploitant,

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions du chapitre 1 et de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2006 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société SCP DIESBECQ-ZOLOTARENKO en tant que liquidateur judiciaire des Usines de Navarre, de respecter les dispositions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

Article 1 :

La société SCP DIESBECQ-ZOLOTARENKO en sa qualité de liquidateur judiciaire de la société des Usines de Navarre à Evreux, sise 9 Rue Ducy – BP 981 à Evreux est mise en demeure de respecter les dispositions du chapitre 1 et de l'article 3.3 (notamment l'article 3.3.3. en matière de travaux) de l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2006 en démarrant les opérations de réhabilitation du site sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté et jusqu'à la réalisation complète des travaux qui doit intervenir trois mois au plus tard à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

Article 3 :

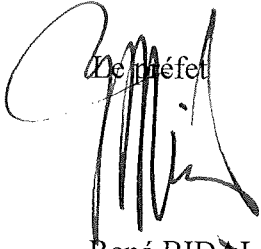
Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Rouen, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Article 4 :

La secrétaire générale de la préfecture et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à la société SCP DIESBECQ-ZOLOTARENKO, et dont copie sera adressée au maire d'Evreux et à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UT de l'Eure).

Evreux, le 16 juillet 2015


Le préfet
René BIDAŁ